

RENAISSANCE DU SOCIALISME

Manifeste par :

Ernestan

R. Piron

W. Van Overstraeten

Prix : 2 francs

CNN 240913

RENAISSANCE DU SOCIALISME

Manifeste par :

Ernestan

R. Piron

W. Van Overstraeten

AVIS AU LECTEUR

Comme le présent manifeste n'est l'émanation d'aucun groupement constitué, sa diffusion rencontrera nécessairement de grandes difficultés.

Nous prions donc ceux qui lui portent un intérêt suffisant, de bien vouloir se charger de le répandre et de nous signaler des dépositaires.

Adresser la correspondance à

Raoul PIRON,
43, avenue Edmond-Messens.
Bruxelles.
Cpte Ch. Post. 3465.65.

(Il suffit de verser 2 francs au compte-chèques postaux pour recevoir la brochure.)

Renaissance du Socialisme

Manifeste par :

Ernestan, R. Piron, W. Van Overschaeten

Introduction

L'inquiétude de ces dernières années perdure et s'accroît. Victimes de leur propre légèreté, ou trop enclin à prendre leurs conceptions pour des réalités, certains n'ont guère vu dans la crise présente qu'une perturbation exceptionnellement grave de l'économie capitaliste.

Et tandis que les uns croient discerner des signes d'apaisement et de tassement, les plus audacieux parlent de « crise de régime ». Mais qu'entendent-ils par là ? Derrière le lieu commun, se cachent, à de bien rares exceptions près, des analyses et des conclusions dérisoires. Aux yeux des plus perspicaces, apparaît, cependant, que toute solution partielle est vouée à l'échec. Aujourd'hui se moque d'hier, demain se moquera d'aujourd'hui.

La vérité, c'est que, indépendamment de leur goût pour cette aventure, les hommes d'aujourd'hui participent, dès à présent, à la plus grande refonte sociale que l'histoire ait enregistrée.

Dans ce chaos, l'humanité contemporaine cherche son destin. N'est-ce point parce que, subjuguée par mille artifices, elle se refuse à reconnaître ce qui seul est permanent, invincible et indispensable à l'homme même?

Et voici devant quoi les plus hostiles à la réalité doivent s'incliner : Nous vivons une époque de total émiettement. Toutes les valeurs que les siècles capitalistes avaient engendrées, se décomposent sous nos yeux. Rien n'est sauf. La mer de boue que la guerre a étendue jusqu'à l'incommensurable, déferle en plein sur nous, traînant avec elle les débris de toutes les politiques et de toutes les philosophies.

Les plus bruyants « redresseurs » ne peuvent tromper sur leurs capacités et la valeur de leurs panacées; il est trop visible que le règne du singe prétentieux qui imite son maître déchu n'est pas encore dépassé. Le premier se fait dictateur-rationalisateur où l'autre affectait un séduisant laisser-aller, mais la matière qu'ils régissent est la même. Le productivisme moscovite et le fascisme étatiste ou raciste, tous, sous leur apparente nouveauté, ne font que prolonger en le singeant, un capitalisme jadis florissant.

C'est l'élément amèrement comique de notre époque. L'élément tragique réside ailleurs : C'est de constater avec angoisse que le socialisme ploie les reins sous le poids de tant d'ignominieuses contre-façons de sa propre mission.

Le socialisme, un nombre infini de fois, a été l'infailible prophète du déclin actuel. Il avait l'ambition de prévoir le juste règlement des comptes et le temps des ruines. Et voici que ce temps venu, sa voix est étouffée par la clameur insensée des hurleurs de faux chiffres et le bruit radiophonique des défenseurs de plans sans lendemain. Au surplus, tous ces falsificateurs se rencontrent dans une affirmation commune : « La révolution? Nous y sommes.

Elle se fait sous nos pieds; on la cherche et elle nous emporte déjà. Nous n'avons plus qu'à la diriger. »

Les uns et les autres professent une foi obscure dans la puissance immanente du monde extérieur. Pour eux, l'étoile de l'ordre nouveau doit naître de l'extrême obscurité du chaos. La fatalité imposera à l'homme sa règle et sa conduite. Comme si l'histoire de l'humanité, tout comme la nature elle-même n'était pleine d'avortements et de sursauts impuisants.

Or, de tout temps, le socialisme fut une grande rébellion contre les prêtres et les docteurs de tout fatalisme historique. Les bénisseurs de l'esclavage naturel ou divin ont toujours été ses mortels ennemis.

Cette rébellion permanente n'était-elle pas la preuve que le socialisme ne proclamait sa foi que dans la raison de l'homme et les facultés créatrices de son esprit? Cette foi est la grande gloire de son passé. Ce sera, à n'en pas douter, la gloire de son avenir.

Mais avant de dire les raisons de cette conviction qui est nôtre, nous voulons dire un mot encore des falsifications actuelles du socialisme.

Le réformisme, tout comme le communisme productiviste, est né d'un détournement frauduleux d'un sublime et immense effort révolutionnaire.

Quel effort révolutionnaire? Nulles autres que cette révolte et cette intense action qui ont traversé tout le XIX^{me} siècle, en ayant pour objet la défense du pauvre, du déshérité, de l'exploité, de l'esclave salarié, non seulement dépourvu de bien matériel, mais auquel tout attribut de la dignité humaine était hypocritement refusé. Aujourd'hui que « l'Ordre Nouveau » hante tout un monde de littérateurs, ce souvenir semble s'effacer de leur mémoire, qu'ils soient chrétiens ou mécréants, catholiques corpora-

tistes ou fascistes solidaristes, libéraux autoritaires ou réformistes d'économie dirigée.

Nous n'exagérons rien cependant, lorsque nous affirmons que la défense du profond humain, dans le passé historique le plus proche, fut à la fois le privilège moral et l'honneur du socialisme. Alors que l'Eglise excommunait ou affamait les défenseurs chrétiens des pauvres, le socialisme reconnaissait ses prophètes et ses guides, dans les meilleurs défenseurs des opprimés. Peu importe que ces précurseurs aient marqué des divergences et même d'ardents conflits. De Babeuf à Lamennais, de Proudhon à Marx, de Bakounine à Lénine, de Reclus à Gorter, sans excepter d'autres esprits et cœurs puissants, tous se rejoignent dans la préfiguration d'une Révolution réellement victorieuse du capitalisme.

Aucun de ces grands socialistes n'a prétendu aboutir à la Révolution par une modification interne du système capitaliste ou la réforme graduelle de l'Etat qui est l'expression politique de ce système. Tous rejetaient implacablement l'illusion du progressisme politique et philosophique dans le cadre du capitalisme. L'irréductible antinomie du progrès technique et du progressisme libéral leur est toujours nettement apparue. Du développement de l'un, ils savaient que résulterait la démonstration de l'erreur totale de l'autre. Tous ont vu, plus ou moins clairement, que, seule, une révolution, librement accomplie par l'homme, conditionnerait la soumission de la technique aux besoins du corps et de l'esprit. Ce qui les situait aux antipodes de tous ceux qui déduisent la fatalité du progrès humain du progrès technique.

XXX

Au départ du réformisme, soit dans sa forme primitive de revendication ouvrière, soit comme doctrine politique ouvertement formulée, se trouve cette

confusion, entre le socialisme et le progressisme naturel et légaliste. Elle n'était, en somme, qu'une vulgaire adaptation à la morale académique de la bourgeoisie : « Croyez à perpétuité à la venue du règne » du mieux être. Un jour viendra où tous entreranno » de pleins droits politiques dans l'éden terrestre. » Le parlementarisme est la voie triomphale du prolétariat. Le vote égalitaire est la première clef du » bonheur parfait. »

Le réformiste a cru travailler à l'accomplissement de cette promesse et de cette prédiction. La promesse n'a pas été tenue. La prédiction ne s'est point réalisée.

Le capitalisme lui-même subit un immense échec et le réformisme qui se meut dans son sillage, est aussi profondément ébranlé que son guide. Il est néanmoins aussi incapable de reconnaître et renier ses erreurs que le capitalisme est incapable de se désavouer. Tout le bavardage actuel du réformisme sur la stérilité de ses dernières « méthodes » n'est qu'un faible écho du langage plus audacieux que tiennent les réformateurs du capitalisme même. Le plus important d'entre eux, Roosevelt, qui s'attache à redresser le capitalisme jadis si puissant des Etats-Unis, ne trouve qu'une pâle imitation dans le néo-socialisme des faiseurs de plans. Ainsi, la honteuse carrière du réformisme se termine de deux manières. Quand la social-démocratie ne se laisse pas abattre passivement par le fascisme, le néo-réformisme cherche à se résorber entièrement dans les tentatives capitalistes de redressement.

Le communisme productiviste, innové par Staline, a commis l'erreur opposée à celle du réformisme. Ce communisme, théoriquement, professe la haine du progressisme. Par contre, il est tombé dans l'idolâtrie du progrès technique et ainsi, sans le savoir, il rejoint le fond de la religion capitaliste. Adversaire

de la toute puissance du nombre des voix, il croit au suprême pouvoir du nombre des machines et de l'accumulation des tonnes de fonte.

Cette préséance accordée aux valeurs industrielles et économiques devait aboutir à la méconnaissance totale de l'essence même du socialisme. Ce productivisme dirigé par l'Etat, bien loin de diminuer la puissance de celui-ci, en a fait un policier omnipotent. Et ce policier sépare implacablement les intérêts d'une bureaucratie et d'une technocratie, étroitement unies, de ceux des autres citoyens. Il a conduit à la destruction complète de toute démocratie ouvrière et paysanne, au profit de son propre appareil mécanisé. Il a rendu cet appareil imperméable à toute initiative et création étrangère à sa volonté.

Sous prétexte de combattre, à la fois, la démagogie réformiste et l'automatisme du collectivisme de Staline, le facisme ou national-socialisme, a procréé un plagiat plus monstrueux encore du socialisme.

Certes, si toute contrefaçon du socialisme révèle une aspiration à l'Etatisme absolu, c'est dans sa forme faciste que ce dernier acquiert une totale brutalité d'expression. Tellement il est vrai que celui qui ne se tourne pas entièrement contre l'Etat et la division de classes qu'il exprime, ne peut trouver refuge que dans le renforcement de cet Etat, et graduellement sombrer sous son entière domination.

Le facisme devait ainsi recourir au vieux subterfuge de l'Etat « au dessus des classes ». L'ancestral mirage où se reflète la pire aspiration petite bourgeoise devint pour lui la première grande réalité politique. Il a accordé à l'Etat une élévation divine. L'adoration de sa police devint le suprême devoir civique du fascisme. Sa religion incontestée doit être le culte de l'Etat. Religion qui, en dernier lieu, cache la défense, par le fer et le feu, d'un capitalisme

intérieurement disloqué et pourri, miné par sa propre inhumanité, destructif de toute civilisation et culture.

XXX

Telles sont les aberrations politiques et religieuses auxquelles nous ont conduits les déformations du socialisme d'après-guerre.

Ainsi se pose la question de savoir si tant de reniements et de grossières méprises ne doivent pas s'expliquer indirectement par une faiblesse interne et réelle du socialisme? Est-il inapte vraiment à répondre aux exigences de notre temps? Sa doctrine ne permettait-elle pas la confrontation avec la réalité? Et fatalement, la « vie » ne devait-elle point triompher de principes insuffisamment vivants, ossifiés avant l'heure d'une possible application?

Ici, la réponse doit être claire. C'est le moment de dire si nous nous posons en novateurs, ou en inventeurs audacieux ou téméraires « d'ordre nouveau ».

Nous répondons que notre audace n'est pas de cet ordre. Elle consiste, au contraire, à nous revendiquer pleinement et sans réserves, du socialisme historique et traditionnel, sans modification d'aucune sorte de ses principes fondamentaux.

Mais la confusion est telle aujourd'hui, que notre position apparaîtra aux yeux des détrousseurs du socialisme, comme la pire et la plus condamnable des audaces.

Toute une littérature sentimentale où traîne les pires relents du libéralisme intellectualiste, se réclame, aujourd'hui prétentieusement d'un nouvel humanisme. Reprenant les vieux thèmes frelatés de Jean-Jacques, elle se dresse contre la domination de la machine sur l'homme, contre le monde des automates. Tout cela étayé de freudisme vulgaire où se mêle un ridicule esthétisme de la nature et de vagissantes revendications de « l'Esprit » n'est généralement et simplement qu'un revers du scientisme mo-

ribond, tardivement effrayé de son impuissance et de sa stérilité.

L'affirmation de la dignité de la personne humaine et la virile reconnaissance des facultés créatrices de l'esprit, ne serait-ce point là, précisément, le meilleur de la tradition socialiste? Quand on l'épure des dogmatismes passagers et des scories éphémères — que les défaillances de ses meilleurs défenseurs ont parfois, inconsciemment, introduits parmi ses préoccupations — ce fonds héréditaire rayonne, bien vite, de toute sa splendeur.

Le socialisme est réalité, en ce sens qu'il a su, et lui seul, pénétrer à fond la nature de la société capitaliste, révéler les raisons profondes de son inéluctable déchéance et de son inhumaine monstruosité.

Le socialisme est concret, en ce sens que pour lui; seule, la puissance créatrice de l'homme constitue un recours contre la dégénérescence sociale.

La digne révolte de l'homme et l'intervention pratique de l'esprit pour la création d'une harmonie sociale supérieure, sont donc son fait, plus que de quiconque. L'immense trace brûlante de son sang versé va dans cette direction. C'est au moment où les corps de ses derniers héros, silencieux et anonymes, viennent à peine de se figer, que tant de farceurs « autoritaires » pronent leur héroïsme.

Ainsi, les calomnies et les attaques des ennemis du socialisme ne peuvent avoir aucune prise sur lui. Elles n'atteindront jamais son essence. Elles ne peuvent que désigner les faiblesses de ses serviteurs égarés et les crimes de ses exploiters politiques et intellectuels.

Le socialisme a connu de cruelles défaites. Il peut connaître l'abandon et le reniement. Il peut se réfugier dans le cercle étroit mais ferme de quelques fidèles. Il est invincible parce qu'il exprime la seule possibilité de salut, de civilisation et de culture pour l'humanité moderne.

Telle est notre profonde conviction.

ECOLES, TENDANCES ET PARTIS SOCIALISTES

Le socialisme est un mouvement historique qui tend à affranchir les hommes de l'exploitation économique et de l'oppression en général. Il se manifeste, dans ce qu'il a d'essentiel, tout au long de l'histoire.

C'est pourquoi il est vain de vouloir le fixer dans un dogmatisme d'école, de situer son point de départ à une époque précise, et de le baser sur l'œuvre d'un ou de quelques hommes.

Dans le domaine des idées, le socialisme va de certaines philosophies antiques jusqu'aux théoriciens contemporains, en passant, entre autres, par le christianisme primitif, les humanistes de la réforme, les encyclopédistes et le socialisme dit utopique.

Dans le domaine des faits, le socialisme va de Spartacus aux derniers combats livrés par les travailleurs d'aujourd'hui, en passant par les insurrections populaires, les guerres de paysans et les révolutions contemporaines.

Chacune de ces doctrines a eu ses champions, chacun de ces mouvements a eu ses meneurs. Tous, même les plus géniaux, ont pensé et agi en hommes conditionnés par leur époque. Il importe peu de donner plus ou moins raison à l'un ou à l'autre, il importe seulement de les continuer en hommes d'aujourd'hui.

D'autre part, nous considérons que le fait de renfermer le socialisme dans le cadre d'une scolastique étroite doit nécessairement lui faire perdre son caractère largement humain et universel.

Cette attitude nous conduit à ne reconnaître l'œuvre d'aucun théoricien comme article de foi et à ne l'admettre que dans ce qu'elle a de conforme aux principes généraux du socialisme.

En conséquence, sans nous prononcer formellement vis-à-vis des multiples théoriciens et écoles socialistes, nous nous bornerons à nous situer dans l'essentiel, vis-à-vis des deux grandes écoles ou tendances actuelles du socialisme : le marxisme et l'anarchisme.

Le marxisme

Le marxisme n'est pas indentifiable avec le socialisme. Si Marx a fourni au socialisme des arguments d'ordre rationnel, il devait échouer dans sa tendance à faire du socialisme une vérité scientifique et une nécessité mathématiquement démontrée. On ne peut expliquer et comprendre le socialisme sans tenir compte de l'élément non rationnel qui échappe au contrôle et à la connaissance scientifique.

D'autre part, le marxisme n'arriva pas à assurer son système contre la gratuité et l'arbitraire des formules, contre l'insuffisance de l'analyse. Par une extension abusive du relativisme scientifique, il porte atteinte à l'intégrité de l'idéal socialiste.

Le marxisme n'a pu se dégager entièrement de l'idéologie bourgeoise du XIX^e siècle ; il conserve à la base de son système d'économie politique les conceptions du matérialisme simpliste de l'époque.

Ces insuffisances ont conduit les écoles et les mouvements marxistes vers le fatalisme historique et favorisé ainsi les pires dégénérescences.

La décomposition capitaliste est en réalité la décadence et la chute d'un ordre millénaire de civilisation. Ceci impose en conséquence l'apport, dans tous les domaines, des valeurs de base d'une civilisation nouvelle. Il est incontestable que le marxisme ne contient pas cet apport et ne pouvait le contenir : la valeur du marxisme étant avant tout d'ordre critique.

C'est pourquoi, malgré toute la valeur de cette critique, le marxisme manque de valeur constructive ; il ne peut donner la volonté d'action et de sacrifice nécessaire à la lutte et à la construction socialistes.

Si le marxisme semble échapper à ces déviations par la profession de la théorie de la lutte des classes et du messianisme prolétarien, cette libération n'est qu'apparente et abstraite ; en réalité, le marxisme d'école en a fait, encore une fois, un automatisme fatal. La mission de classe, devenue un dogme et une croyance aveugle, a fini par reléguer au dernier plan ou par effacer complètement de la conscience socialiste les grandes notions de base et les buts supérieurs du socialisme.

En conclusion, nous estimons que le marxisme a servi le socialisme suivant sa nature, ses possibilités et son époque. Cela ne peut nous dispenser d'une critique basée sur les faits et les résultats.

L'anarchisme

Le mouvement anarchiste est né d'une réaction contre la déviation étatiste et réformiste du socialisme. Il garde le mérite d'avoir

maintenu, contre l'opportunisme, les plus hautes valeurs du socialisme : le sens de la liberté et de la dignité individuelle.

D'autre part, en affirmant l'incompatibilité du socialisme et du pouvoir d'Etat, c'est-à-dire d'une direction sociale qui n'est pas l'émanation directe de la collectivité, les anarchistes restèrent fidèles à la condition et à l'objectif essentiel du socialisme.

Il n'est néanmoins pas possible de reconnaître comme complètement socialistes, les mouvements anarchistes d'aujourd'hui.

En prenant conscience des erreurs essentielles du marxisme, l'anarchisme ne parvint cependant pas à remonter jusqu'à une conception saine et juste du socialisme. Le marxisme, partageant en cela les illusions de la science du XIX^e siècle, poursuivit l'ambition d'enfermer définitivement l'ensemble des phénomènes sociaux à l'intérieur d'une somme rigoureusement scientifique. L'anarchisme, par contre, prolongea l'idéalisme des philosophes du XVIII^e siècle et de certains socialistes utopistes. Incapable d'aller au delà de la proclamation véhémement de principes généraux abstraits, il se borna dans l'ordre doctrinal à ramener le problème social à la lutte entre deux antinomies morales absolues : liberté contre autorité.

Cette façon de considérer le problème social, sans parvenir à préciser la valeur relative de ces deux notions, fit oublier aux anarchistes l'origine et le sens historique de leur mouvement.

Alors que l'anarchisme fut originellement une tendance antiautoritaire au sein du mouvement socialiste, les anarchistes abandonnèrent cette conception et comprirent « an-archie » au sens purement étymologique et abstrait. Ainsi compris, l'anarchisme permet des conclusions et des applications fort diverses, indépendantes du socialisme, voire opposées à lui. C'est également pourquoi le mouvement anarchiste se trouve aujourd'hui divisé en tendances et courants multiples, imprécis et parfois nettement contradictoires. Enfin, dans le domaine de l'action sociale, cette attitude amena le détachement des moyens de lutte et de réalisation.

Nous concluons de ces remarques que les anarchistes ayant gardé leur potentiel et leur fond socialiste ont le devoir de se dégager des traditions et des déviations qui les paralysent.

La synthèse nécessaire

De même que les écoles socialistes d'il y a un siècle à peine sont appelées depuis longtemps « utopistes », de même le marxisme et l'anarchisme d'école sont déjà dépassés par l'expérience.

Le socialisme ne peut nier les facteurs rationnels et scientifiques et doit au contraire s'en enrichir, mais il doit les situer dans le plan humain.

Il faut réaffirmer le socialisme dans ce qu'il a d'essentiel et d'éternel en l'adaptant aux conditions et aux nécessités actuelles.

Il faut intégrer l'apport particulier et valable des différentes écoles socialistes et forger à nouveau une unité de conception large et audacieuse, à la fois réaliste et idéaliste, supérieure et concrète.

Les partis socialistes

A) LES PARTIS SOCIAL-REFORMISTES (II^e Internationale).

Les sections de la II^e Internationale se caractérisent depuis fort longtemps par une confiance dans la conquête légale du socialisme au moyen du parlementarisme et du réformisme. Cette méthode aboutit rapidement à l'oubli de la mission révolutionnaire du socialisme et à l'adaptation des partis socialistes à l'intérêt des Etats capitalistes qu'ils prétendaient détruire.

La guerre 1914-1918 fut la terrible démonstration de cette déchéance.

Depuis, la déchéance s'est aggravée, est devenue irrémédiable.

En s'intégrant dans les cadres politiques de la pseudo-démocratie bourgeoise, en la glorifiant, les partis social-réformistes prétendirent que le socialisme pouvait surgir de son perfectionnement. Alors que cette démocratie n'est qu'une façade dissimulant mal la dictature économique, base du système capitaliste.

La chute des partis social-démocrates dans les formes dites « néo-socialisme », loin de signifier un renouveau ou un redressement des fautes et des erreurs commises, signifie que le réformisme tente de passer de sa phase d'adaptation à la démocratie bourgeoise à une phase autoritaire étatiste et nationaliste.

Alors que l'action socialiste est basée sur la reconnaissance de l'antagonisme de classe, l'internationalisme et la gestion directe de l'économie par les travailleurs, les néo-socialismes se caractérisent tout au contraire par la reconnaissance de l'« intérêt général », du nationalisme économique et de l'étatisme absolu.

Tous les plans et projets que ces pseudo-socialistes présentent comme solution à la crise du capitalisme se ramènent en fin de compte à la formule équivoque de l'« économie dirigée ». Ils tendent simplement à alléger les charges et difficultés du capitalisme, à organiser plus rationnellement son système d'exploitation du travail, à faire renaître une « prospérité nationale ». Ils ont l'unique ambition et la seule espérance que cette prospérité aurait comme conséquence indirecte un peu moins de misère pour les travailleurs.

En réalité, sous leurs formules subtiles et logiques, les plans néo-socialistes sont des abdications totales et des capitulations sans combat. Ce sont, finalement, des tentatives d'échapper à la violence du fascisme en essayant de le devancer en s'y adaptant.

B) LA III^e INTERNATIONALE ET L'EXPERIENCE RUSSE.

La dégénérescence extrêmement rapide de la III^e Internationale est intimement liée et subordonnée à celle de la révolution russe. On ne peut donc examiner cette dégénérescence sans examiner premièrement la révolution russe.

La révolution russe a permis au marxisme, servi lui-même par un élan et une puissance populaire énormes, de révéler clairement sa capacité révolutionnaire, mais aussi son contenu négatif et destructeur. Sous la conduite des puissantes personnalités des premiers chefs bolcheviks, l'aspect volontariste de l'idéologie marxiste s'exprima par l'affirmation de la lutte des classes, la responsabilité et l'audace du parti bolchevik.

Cependant, la stabilisation du pouvoir révolutionnaire marqua une dégénérescence de plus en plus rapide. Celle-ci trouve son origine lointaine et profonde dans l'insuffisance doctrinale générale du marxisme d'école, et plus particulièrement dans sa méconnaissance des véritables rapports du socialisme et de l'Etat. Cette méconnaissance se caractérisa, dès la stabilisation révolutionnaire, par le renforcement du pouvoir d'Etat, au détriment de l'initiative et de la capacité du prolétariat révolutionnaire.

Sous le masque du « régime transitoire », de la « dictature du prolétariat » ou de l'« Etat prolétarien », les droits de direction et de contrôle des travailleurs furent progressivement refoulés et détruits, jusqu'à ce qu'un pouvoir dictatorial fût concentré entre les mains d'une fraction de politiciens et de bureaucrates.

En échappant ainsi au contrôle, à la direction et à l'impulsion des masses travailleuses, la construction du socialisme en Russie était vouée à une inévitable déviation. C'était la négation de la première et la plus profonde vérité socialiste : « La libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

A l'effort créateur des masses se substitua le pouvoir omnipotent de castes dirigeantes guidées par des théories, des conceptions et des ambitions allant à l'encontre des besoins du peuple et des intérêts du socialisme. Et cela tant au point de vue politique intérieure qu'extérieure.

Les dirigeants russes représentent le travail forcené comme de l'héroïsme, le machinisme comme un idéal, l'industrialisation, la technique et l'augmentation constante de la production comme les buts du socialisme.

Nous affirmons que le socialisme se mesure, avant tout, aux rapports économiques et sociaux des individus, au bien-être général, au fonctionnement de la justice sociale suivant le socialisme.

Or, la politique économique de l'Etat russe cesse de se fixer comme objectif la généralisation du bien-être et la tendance vers l'égalité économique. En réalité, les dirigeants russes sacrifient le

bien-être et la dignité des travailleurs au mythe du progrès technique. Ils font entièrement dépendre la construction du socialisme de la réussite d'un plan quinquennal et de mots d'ordre tels que : « Atteindre et dépasser l'Amérique ».

Il faut également souligner que les travailleurs n'ont pas l'assurance d'un contrôle réel sur le bénéfice de leurs efforts. Le gaspillage et l'imprévoyance étatistes sont indéniables ; de nouvelles catégories privilégiées détournent dans leur intérêt une grosse part du revenu ; dans beaucoup de cas, le rapport des entreprises nouvelles apparaît aussi lointain qu'aléatoire.

Nous ne pouvons non plus oublier qu'en matière juridique, l'Etat russe emploie le procédé nettement antisocialiste de la justice administrative. Les droits de défense d'un accusé sont des garanties que rien ne permet de violer. Le premier devoir d'une justice socialiste est, au contraire, d'étendre ces garanties au maximum.

Nous repoussons également la politique de l'Etat russe comprise sous la formule : « Le socialisme dans un seul pays », comme étant la méconnaissance du grand principe de base socialiste : la solidarité internationale des travailleurs. La survivance du capitalisme bourgeois dans les autres pays ne peut justifier le repli de la révolution dans les cadres d'un patriotisme nationaliste.

Il est faux et antisocialiste d'identifier la révolution à une patrie. Cette méthode fausse complètement la morale socialiste dans la conscience des travailleurs et crée la plus terrible confusion. Elle remplace la véritable conscience révolutionnaire par l'orgueil national et conduit vers les abominations du militarisme et de l'impérialisme.

Au point de vue extérieur, la politique de l'Etat russe va à l'encontre de la mission révolutionnaire internationale que s'était assignée la révolution russe. La diplomatie offensive est nettement remplacée par une diplomatie de compromis et de marchandages qui intègre de plus en plus l'Etat russe dans l'édifice du capitalisme international.

Les organes officiels russes font des distinctions entre Etats amis et non amis de l'U.R.S.S., entre Etats belliqueux et non belliqueux. Il se conclut des pactes d'amitié avec certaines nations capitalistes. Litvinof propose une définition de l' « agresseur ». Enfin, Staline valorise l'énorme duperie que constituent la Société des Nations et la « paix par la sécurité ».

Ces tractations sont d'autant plus condamnables qu'elles sont menées suivant les anciennes méthodes de la diplomatie secrète et que le gouvernement de Moscou engage ainsi, sans même les tenir au courant, l'avenir et la vie de cent soixante millions d'hommes.

Pour ces différentes raisons, nous devons nous désolidariser entièrement de la politique générale de l'Etat russe. Nous devons, d'autre

part, aider dans toute la mesure de nos moyens, nos frères travailleurs de Russie à se débarrasser de cette politique et à poursuivre leur lutte pour l'instauration du socialisme. Nous ne pouvons mieux le faire qu'en œuvrant dans ce sens dans nos pays.

La III^e Internationale, devenue un instrument d'agitation extérieure au service de l'Etat russe, se borne à exploiter le résidu révolutionnaire de son passé et le prestige de ses pionniers. Ainsi elle ne peut prétendre au rôle révolutionnaire et international qu'elle s'obstine à revendiquer.

D'autre part, cette domestication des sections de la III^e Internationale, la sélection à rebours opérée dans le recrutement des militants communistes, enfin le manque absolu de démocratie interne ne permettent en aucune façon d'espérer en un travail de redressement.

Equivoque de l'unité

Nous pensons que dans la période de construction du socialisme, l'union de tous les travailleurs sera nécessaire pour mener à terme les grandes tâches du socialisme ; que, d'autre part et dès à présent, la tactique de l'unité d'action en vue d'objectifs limités et communs peut être très efficace.

Cependant, nous tenons à préciser que l'unité des différentes organisations et partis qui prétendent actuellement servir le socialisme ne peut en aucune façon le faire triompher. Aucune de ces organisations ne représente véritablement le socialisme. Il ne suffit pas d'additionner plusieurs forces socialistes déchues pour avoir un mouvement socialiste vrai et suffisant. Il faut une réaffirmation, une rénovation, une renaissance du socialisme.

II

THESES ET CRITIQUES

Le nationalisme

Le socialisme est essentiellement internationaliste. Il est conscient de l'interdépendance et de la solidarité économique mondiale. Le socialisme nie la communauté de culture et d'intérêt de la nation capitaliste. Cet Etat national est la conséquence des nécessités politiques et économiques de l'oppression bourgeoise. Dans la période historique actuelle, sa conservation constitue un obstacle à toute culture libre et vraiment humaine. Par contre, la communauté des richesses naturelles et des moyens de production collective étant instaurée et garantie, le socialisme revendique l'absolue indépendance culturelle des communautés de race, de langue et de sol. Le principe d'égalité qui est à la base du socialisme ne poursuit pas la destruction de l'originalité personnelle ni un nivellement mécanique des moyens de culture, mais leur développement parallèle et harmonieux.

Le fascisme

La base sociale du fascisme est constituée en ordre principal par des éléments non directement soumis au salariat, qui, d'une part, ne trouvent pas accès dans les rangs de la classe capitaliste proprement dite et, d'autre part, ne veulent accepter leur rejet dans le prolétariat. Ils défendent l'illusion de leur indépendance.

En outre, le fascisme trouve un appui actif dans la tendance actuelle du capitalisme vers l'autocratie.

Le fascisme procède à la fois du nationalisme capitaliste et du réformisme démocratique. Il fait du nationalisme une valeur de base absolue, alors qu'antérieurement la bourgeoisie ne le considérait que comme un élément de conservation et ne l'exploitait que dans une mesure relative. D'autre part, alors que le réformisme réalisait un équilibre des intérêts par le fonctionnement d'organismes juridiques et administratifs mixtes et démocratiques, la fascisme impose la conciliation des classes par l'omnipotence du pouvoir d'Etat.

En Flandre, le fascisme exprime cette double tendance sous la dénomination « national-solidarisme ». Son solidarisme est trompeur et mensonger parce qu'il érige en loi suprême l'inégalité économique et sociale. L'Etat totalitaire est le policier omnipotent

ayant pour objet la sanction de cette loi. Il se dresse ainsi contre les intérêts de la majorité des Flamands.

Au point de vue culturel, son nationalisme est tout aussi trompeur. La culture collective d'un groupement humain quelconque est incompatible avec la moindre entrave à la libre création des personnes qui composent cette collectivité. Toute prescription politico-étatique des normes de culture est exactement la négation de celle-ci.

La défense nationale, le militarisme et la guerre

Nous ne reconnaissons pas la défense nationale.

Devant la guerre, notre position n'a pas à se départir de sa ligne de conduite socialiste et révolutionnaire.

Le devoir des socialistes est toujours de lutter contre leur gouvernement capitaliste pour l'abattre. En cas d'invasion ou d'annexion, et si le gouvernement capitaliste est remplacé par un autre pouvoir d'Etat, il faut continuer et reprendre contre ce nouvel oppresseur la lutte pour le socialisme.

Sous un régime socialiste ou durant sa construction, et en cas d'agression étrangère, le devoir impérieux de tout travailleur est de combattre l'ennemi extérieur avec le maximum d'efficacité.

Il est cependant à remarquer qu'un régime socialiste est incompatible avec un système et une psychose militaristes. La capacité de résistance et d'expansion d'une collectivité socialiste doit résider pour la plus grande part dans sa puissante vitalité interne, sa force de rayonnement et d'attraction sur les travailleurs du monde entier.

Si la communauté socialiste doit mettre tout en œuvre pour résister à un agresseur et le vaincre, elle ne saurait tomber dans l'erreur de la sécurité par la course aux armements. Elle ne saurait non plus envisager une guerre sous le même angle ni la pratiquer par les mêmes méthodes que l'impérialisme capitaliste, avec, par exemple, bombardement aéro-chimique des villes de l'Etat agresseur, etc.

Au risque de développer une contradiction mortelle, une société socialiste doit envisager sa résistance armée en fonction de ces diverses considérations.

La lutte des classes

Le socialisme, ayant comme premier objectif la suppression de la classe possédante en tant que classe exploiteuse, s'exprime naturellement et en ordre principal par la lutte revendicatrice des exploités. En ce sens, le socialisme est incontestablement « lutte

de classe ». Toutefois, cette formule ne peut être comprise dans un sens simpliste et étroit. La grande complexité de la classification des individus ne permet pas de les diviser brutalement en deux classes. Tout en considérant que la situation matérielle de l'individu influe grandement sur son orientation politique, le classement économique ne correspond pas nécessairement au classement politique.

La qualité de socialiste dépendant d'un état de conscience et d'une volonté active, tout homme est susceptible de rallier le socialisme dès l'instant qu'il adhère à ses principes et à ses méthodes.

Le problème des classes moyennes

Sous l'influence du fatalisme marxiste et du messianisme ouvrier, le mouvement socialiste en général adopta, vis-à-vis du problème des classes moyennes, une attitude fautive.

À cet égard, la plupart des socialistes prétendaient :

Que le développement et la concentration capitalistes élimineraient les catégories intermédiaires ;

Que dans la lutte sociale, les classes moyennes ne joueraient aucun rôle historique.

Or, il apparaît aujourd'hui, non seulement que les classes moyennes n'ont pas régressé numériquement, mais qu'elles possèdent une importance politique parfois décisive.

Ayant abandonné ce qui fait la puissance morale du socialisme, les partis social-réformistes tentent aujourd'hui de gagner les classes moyennes en reniant leur doctrine, leur programme et jusqu'à leur nom, en essayant de s'adapter aux traditions réactionnaires de la petite bourgeoisie. Cette méthode est à la fois inadmissible et inefficace. Le socialisme n'a rien à perdre et tout à gagner en s'affirmant pleinement et avec force, en revendiquant hautement toute sa mission. En voulant dissimuler et ruser, les social-réformistes ne trompent personne, inspirent une profonde méfiance et perdent ce qui leur reste de prestige.

Quant aux communistes, poussés premièrement par leur volonté d'agitation à tout prix et en second lieu par les directives de la diplomatie russe, ils se trouvent engagés à fond dans une politique de double jeu.

Se présentant comme un parti essentiellement de classe, ils se compromettent d'autre part ouvertement avec les pires éléments bourgeois, sous prétexte de relations culturelles et d'amitié avec l'U.R.S.S., de lutte antiimpérialiste, etc. Mais ces prétextes et déguisements non plus ne trompent aucun élément sérieux.

Au total, les caractéristiques les plus nettes du mouvement socialiste actuel sont incontestablement les contradictions flagrantes, la pire confusion, l'absence de clarté et le manque d'audace. Or, ce

qui précisément attire fortement les classes moyennes vers les mouvements fascistes, c'est, tout autant que leur intérêt matériel mal compris, la confiance en soi, l'audace et la brutalité idéologique affichées par ces mouvements.

Il reste cependant que le capitalisme menace également les classes moyennes dans leurs intérêts réels et profonds, et que le socialisme véritable est une solution sociale valable pour tous les individus.

C'est seulement en basant audacieusement sa propagande et son action sur ces vérités que le socialisme pourra, dans la plus large mesure possible, briser l'indifférence ou l'opposition des classes intermédiaires, et se les rallier.

L'action syndicale

Les syndicats étant l'expression directe de la lutte des travailleurs pour l'amélioration de leur sort, il est nécessaire que tous les socialistes qui le peuvent participent à la vie des organisations syndicales.

La mission du syndicalisme étant d'unir tous les travailleurs sur la base de leurs intérêts immédiats, les syndicats ne peuvent être liés organiquement à aucun groupement politique. En adoptant une base politique déterminée, un syndicat reste soumis aux nécessités et restrictions d'un parti. Il justifie ainsi la création d'autant de syndicalismes rivaux que de tendances politiques. De plus, la liaison organique parti-syndicat paralyse l'un autant que l'autre, crée les plus graves confusions et favorise les plus déplorable manœuvres.

En conséquence, le rôle d'un socialiste dans son syndicat est d'appuyer et de propager des actions spécifiquement syndicales, sans viser à subordonner l'action syndicale à l'action politique.

Actuellement, la décomposition qui ruine les partis socialistes a ses graves répercussions dans la vie syndicale. Les syndicats inféodés aux partis, non seulement sont en proie aux mêmes tares et n'ont bien souvent plus de vie propre, mais la démocratie ouvrière — sans laquelle il n'est pas de syndicalisme — est ouvertement violée. Il en résulte que dans la vie syndicale se développe nécessairement une même lutte pour la rénovation. Cette lutte aboutit à des exclusions, à des scissions et parfois à la volonté de former de nouvelles organisations syndicales.

Il nous est impossible, devant ces questions, de prendre position en principe et « a priori ». Chaque cas étant à juger compte tenu des circonstances particulières. Nous disons cependant qu'en règle générale une scission syndicale n'est pas justifiable par une divergence politique aussi grave qu'elle soit. Elle n'est admissible que pour des raisons exclusivement syndicales (c'est-à-dire de lutte éco-

nomique ouvrière) et lorsque tous les moyens de réaction sont réellement épuisés dans le cadre du syndicat existant.

En ce qui concerne le choix entre plusieurs organisations syndicales, nous pensons qu'il faut adhérer à celle où existent les possibilités d'action les plus larges et les plus susceptibles d'être fructueuses.

Démocratie bourgeoise et parlementarisme

Le régime capitaliste ne peut être une démocratie réelle. Il est, par définition et par essence, une ploutocratie. Il est donc radicalement impossible de détruire la base économique du capitalisme en usant des libertés politiques qu'il tolère. En régime capitaliste, les libertés politiques peuvent uniquement servir, et de façon très relative, à la propagande et non à la réalisation du socialisme.

Le parlementarisme actuel est l'organisme gouvernemental qui convient — ou qui convenait — parfaitement au capitalisme pour sauvegarder son hégémonie.

L'erreur grossière du social-réformisme fut de croire que la bourgeoisie attachait au parlementarisme une valeur de principe et qu'il était inséparable du capitalisme.

Quelles que soient les méthodes choisies pour la défense du socialisme révolutionnaire au cours d'une période électorale, elles ne peuvent jamais conduire à une participation positive au parlementarisme.

Rôle d'un parti socialiste

Nous croyons que le socialisme existe potentiellement dans la conscience des masses, qu'il répond à ses aspirations et à ses besoins.

Cependant, la volonté consciente du socialisme et la détermination de ses méthodes de réalisation restent, tout au moins en régime capitaliste, le fait d'une fraction et d'une avant-garde. Cette avant-garde doit se grouper, s'organiser, se constituer en parti.

Le rôle d'un parti est d'appuyer et d'entraîner les masses dans la lutte pour la destruction du capitalisme.

Dans la période de construction socialiste, le rôle d'un parti devient un rôle de propagande, d'éducation et d'influence. Les membres d'un parti accepteront les mandats et les responsabilités que les travailleurs voudront leur confier, mais un parti, en tant que corps organisé, ne peut prétendre se substituer à la volonté des travailleurs. Au contraire, la mission d'un parti réellement socialiste sera notamment de veiller à ce que le pouvoir émane directement de la base et que la démocratie socialiste soit rigoureusement respectée, et cela à tous les échelons de l'organisation sociale et économique.

III

REALISATION DU SOCIALISME

Ni utopie, ni imprécision

La révolution crée les bases de sa propre économie. Le degré de rapidité de son affermissement et de son développement est imprévisible. Il dépend, en premier lieu, de la puissance de l'esprit socialiste qui anime la révolution.

L'économie socialiste est une économie dirigée, mais non pas dans le sens où l'entendent les renfleurs néo-réformistes du capitalisme. D'un point de vue socialiste, ces tentatives d'« orientation nouvelle » ne sont qu'utopies et vaines illusions. Elles ne sont que les émanations du chaos collectiviste-capitaliste où se débat une société dépourvue de toute direction réelle. Les actuels faiseurs de plans ne peuvent que faire l'inventaire de la déchéance économique, et préconiser l'une ou l'autre réglementation des effets de cette déchéance. Ils confondent construction et reclassement de ruines.

L'économie socialiste sera une création de l'esprit et de l'action révolutionnaires ou ne sera pas. Certes, elle sera conditionnée par les circonstances matérielles au milieu desquelles elle se développera, mais, seule, la domination de la production et de la répartition par la volonté consciente de justice socialiste produira l'élimination radicale de l'arbitraire et du désordre capitalistes.

La croyance à la réglementation automatique d'une économie socialiste rationnelle est une ineptie. Le socialisme a précisément cette supériorité qu'il implique la participation personnelle de tous à un ordre où le sentiment de la justice et la raison s'unissent et s'harmonisent.

Les économistes néo-réformistes, qui font abstraction des possibilités créatrices de l'esprit révolutionnaire, aboutissent aux plus décevantes utopies. Par contre, les socialistes qui font confiance aux capacités pratiques de la Révolution suscitent l'esprit de soli-

darité. C'est l'étendue et la puissance de cette solidarité qui, seules, peuvent garantir les réalisations socialistes valables et concrètes.

Nous n'aurons donc pas recours aux mirages de plans détaillés et formels. Les statistiques deviennent particulièrement mensongères lorsqu'elles prétendent anticiper sur les facultés révolutionnaires.

Cependant, l'élimination de calculs détaillés et fantaisistes exige d'autant plus de précision dans les directives générales et essentielles de la révolution socialiste.

C'est un des signes les plus certains de la décrépitude du mouvement socialiste actuel que son incompréhension de cette nécessité. Il reste emprisonné dans des formules sommaires et contradictoires. Il donne le mot d'ordre de « dictature du prolétariat », comme si le concept de « dictature » pouvait remplacer la vue claire des institutions et des organes du régime socialiste. Il donne le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux syndicats », comme si les syndicats d'aujourd'hui possédaient la moindre capacité de construire un régime nouveau, et comme s'ils ne connaissaient toutes les vicissitudes de la politique actuelle.

C'est l'obscurité de ces formules traditionnelles qui favorise aujourd'hui toutes les entreprises de déformation de l'idée et de l'action socialistes. Et, plus que toute autre, la doctrine CORPORATISTE, base ouverte et volontaire du fascisme, fondement dissimulé et inconscient du néo-réformisme.

Après des années d'impuissance à lutter réellement contre le parasitisme capitaliste, le mouvement socialiste rend les armes devant l'offensive de la finance monopoliste et du capitalisme d'Etat, utilisant le vieux mythe corporatiste de collaboration obligée entre capitalistes et salariés. L'Etat absolutiste et totalitaire se présente comme sauveur du gâchis et du désordre.

Or, la dignité du travailleur créateur et la requalification du travail, dont ce corporatisme se réclame, sont en contradiction absolue avec les exigences du culte barbare et décadent de l'Etat divin.

Le corporatisme ancien (gildes, compagnonnage, etc.) était, dans une certaine mesure, un barrage contre l'empiètement progressif du capitalisme et du pouvoir sur l'indépendance relative des producteurs. Le corporatisme nouveau est une tentative de soumission plus complète des producteurs au capitalisme financier et à l'Etat.

Seul, le socialisme, en supprimant l'exploitation du travail, donne à celui-ci une qualification et un droit réels.

Il importe donc de dissiper l'atmosphère de stérilité et de mirage où se dissolvent les dernières forces socialistes. Il faut projeter sur le régime de l'avenir toute la lumière d'une conscience et d'une volonté claires.

Principes généraux et directives

1. Le socialisme supprime radicalement le principe et le système de l'exploitation de l'homme par l'homme.

IL FONDE L'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ SUR L'ÉGALITÉ DES DROITS INDIVIDUELS ET LA SOLIDARITÉ HUMAINE.

Les richesses naturelles et les moyens de production collective sont propriété commune.

La gestion de l'ensemble de l'économie poursuit le développement du bien-être général.

Le socialisme allège les charges du travail servile, en lui substituant de plus en plus le travail mécanique. Ainsi, il augmente les possibilités d'activité supérieure ayant pour objet la création de nouvelles valeurs humaines. Déplaçant le mobile économique des intérêts particuliers en concurrence au bien général, il supprime immédiatement dans leurs racines toutes possibilités de crise et de chômage.

Ayant comme but le bien général, le socialisme ne peut se réaliser que par le concours actif de tous les travailleurs.

La société socialiste est donc une association de travailleurs fonctionnant sous leur contrôle propre et permanent, n'admettant aucun pouvoir au-dessus de leur volonté librement exprimée.

Le socialisme implique, en conséquence, l'établissement d'une démocratie de travailleurs ou DEMOCRATIE SOCIALISTE, opposée à la démocratie bourgeoise parce que reposant sur l'égalité et non sur l'inégalité économique.

Cette démocratie comporte :

a) Aux échelons de base de l'organisation de la société (entreprise et commune), la gestion directe par l'ensemble des travailleurs réunis en assemblées d'entreprises ou assemblées communales ;

b) La révocabilité permanente et immédiate des mandataires auxquels les membres de la collectivité confient la charge de les représenter ;

c) L'égalité des droits politiques ; la garantie des libertés de réunion, de presse, d'association, etc. ; la liberté d'expression de la pensée assurée d'une façon réelle par l'égalité des possibilités d'accès à ses moyens d'expression.

Organisation socialiste

L'organisation de la société socialiste repose essentiellement sur deux formes d'organisation qui, à la fois, sont distinctes et s'interpénètrent étroitement :

1. L'organisation économique ;
2. L'organisation sociale-politique.

L'organisation économique comprend la gestion des différents secteurs de l'économie (mines, métallurgie, transports, énergie, agriculture, etc.), ainsi que la gestion des services sociaux (habitation, enseignement, soins médicaux, etc.). Cette gestion est assurée par l'association des travailleurs groupés selon leur spécialité ou leur profession et formant ainsi leur syndicat.

Les syndicats se divisent en syndicats d'entreprise et syndicats professionnels, selon que le travail s'effectue sur un lieu fixe ou dans des endroits variables (bâtiment, médecine, etc.).

Les syndicats d'entreprise groupent tous les travailleurs d'une même entreprise qu'ils gèrent par leurs assemblées ayant comme organe directeur permanent le **CONSEIL D'ENTREPRISE**.

Les syndicats professionnels groupent tous ceux qui exercent une même profession dans une localité déterminée. Leur organe exécutif est le **CONSEIL PROFESSIONNEL LOCAL**.

Ces conseils sont fédérés régionalement et, par voie de délégation, forment le **CONSEIL SYNDICAL CENTRAL** de chaque secteur économique.

Les différents conseils centraux de chaque secteur sont réunis dans un **CONSEIL ECONOMIQUE GENERAL** qui élabore les directives générales ou le plan général de production.

L'organisation sociale-politique a pour but de déterminer et de satisfaire les **BESOINS** généraux de la collectivité.

La base de l'organisation sociale-politique est le lieu de résidence. Le premier échelon en est la commune. L'assemblée communale nomme son organisme exécutif, le **CONSEIL COMMUNAL**.

Le conseil communal a dans ses attributions : la répartition en général des produits industriels et agricoles, la direction des services d'habitation, du service médical, l'enseignement, la sécurité publique, etc. La tâche matérielle d'exécution est confiée, dans ces différents domaines, aux organismes syndicaux correspondants.

Les échelons supérieurs de l'organisation sociale-politique sont constitués par les fédérations communales régionales, ayant comme organe exécutif le **CONSEIL REGIONAL**, ainsi que par la fédération de l'ensemble des communes ayant comme organe exécutif le **CONSEIL CENTRAL**. Celui-ci, ayant comme organe consultatif et d'exécution le conseil économique général, constitue l'organe supérieur de direction de la collectivité socialiste. Il fixe les directives générales de la production, de l'échange et de la répartition ; il prend en général toute décision concernant les intérêts de l'ensemble de la collectivité.

Il est à remarquer que ce schéma ou cette base d'organisation assure une démocratie intégrale, en même temps qu'elle utilise

au mieux les compétences et la représentation directe des intérêts des travailleurs. Ceux-ci, étant simultanément producteurs et consommateurs, sont simultanément membres, à tous les échelons, de l'organisation économique (syndicale) et sociale-politique (communale).

La démocratie sera encore élargie par le fait qu'indépendamment des organismes précités, les travailleurs constitueront spontanément des associations culturelles, artistiques, scientifiques et autres, ayant pour objet leur développement général.

Période révolutionnaire de transition

L'usage abusif et intéressé que certains socialistes ont fait de l'expression « régime transitoire » nous oblige à quelques précisions sur ce sujet.

L'histoire étant une éternelle transition, un régime social ne peut être que transitoire. Le socialisme, loin de contester cette vérité, est essentiellement évolutionniste et progressiste. Toutefois cette remarque, du domaine de la philosophie historique, ne justifie en aucune façon les reniements du socialisme à la manière social-réformiste ou stalinienne.

Pratiquement, la période de transition entre capitalisme et socialisme se présente sous deux aspects.

Le premier concerne la lutte révolutionnaire proprement dite. Dans ce domaine, la période transitoire va du jour où l'Etat capitaliste est renversé jusqu'au moment où les organismes de base du régime socialiste sont créés.

Cette période ne constitue pas un régime proprement dit. C'est tout simplement la révolution qui continue jusqu'à son triomphe réel. Durant ce laps de temps, la direction sociale est assurée par des organismes qui seront en fait les **FORMATIONS DE DEFENSE ET D'ACTION REVOLUTIONNAIRES**. Celles-ci, constituées par les combattants révolutionnaires, auront précisément pour but de susciter et d'aider les organismes de gestion économique et sociale tels que nous les avons définis.

Une fois ce but atteint, les formations de défense et d'action révolutionnaires perdent leur raison d'être et leurs prérogatives. Si elles subsistent, elles seront soumises à l'ensemble de la direction sociale, suivant son principe démocratique.

Le second aspect de la période transitoire est d'ordre économique. Il comprend la période qui va de la chute de l'Etat capitaliste jusqu'à l'élimination des dernières formes d'économie capitaliste.

Le travailleur indépendant, possesseur de ses moyens de production (artisan, petit paysan, petit intermédiaire commercial, etc.), n'est pas un capitaliste proprement dit (on peut, à cet égard,

simplement affirmer que l'existence de formes de production individuelles et concurrentes est, dans la plupart des cas, un absurdité économique inhérente au système capitaliste). Tant pour des raisons de principe que d'ordre pratique, la révolution ne peut supprimer par violence les formes de production individuelle. Le socialisme ne les éliminera que par son propre développement, la production individuelle ne pouvant subsister à demeure à côté d'une production organisée suivant les méthodes rationnelles du socialisme.

En ce qui concerne le problème de la paysannerie, la transition économique se traduira par les directives générales suivantes :

1. Aucun paysan ne peut être privé de l'usage de la terre qu'il travaille réellement, ni de l'outillage nécessaire à ce travail ;

2. Confiscation immédiate, au profit de la collectivité, de toutes grosses propriétés agraires.

Au reste, dans le domaine de la production agricole comme dans dans les autres, les avantages et la supériorité des entreprises à bases socialistes (exploitations collectives ou coopératives établies sur les terres expropriées) élimineront naturellement la concurrence des paysans indépendants et isolés.

Ainsi définie dans ses aspects essentiels, la période transitoire ne justifie donc nullement les pseudo-régimes de transition néo-capitalistes ou néo-socialistes, ni les prétentions à la dictature de bureaucrates et de rhéteurs.

Au total, dans son essence, dans ses buts et dans ses moyens, l'économie et l'administration socialistes, dans leur période de début, ne sont pas différentes de ce qu'elles seront ultérieurement.

Il dépendra seulement de la conscience et de la volonté des travailleurs que le socialisme parvienne, plus ou moins rapidement, à des degrés de développement que nul n'est capable de réellement préciser dès aujourd'hui.

Conclusions

Pouvons-nous nourrir l'espoir que le présent manifeste correspond aux sentiments intimes et aux convictions de nombreux amis connus et inconnus ?

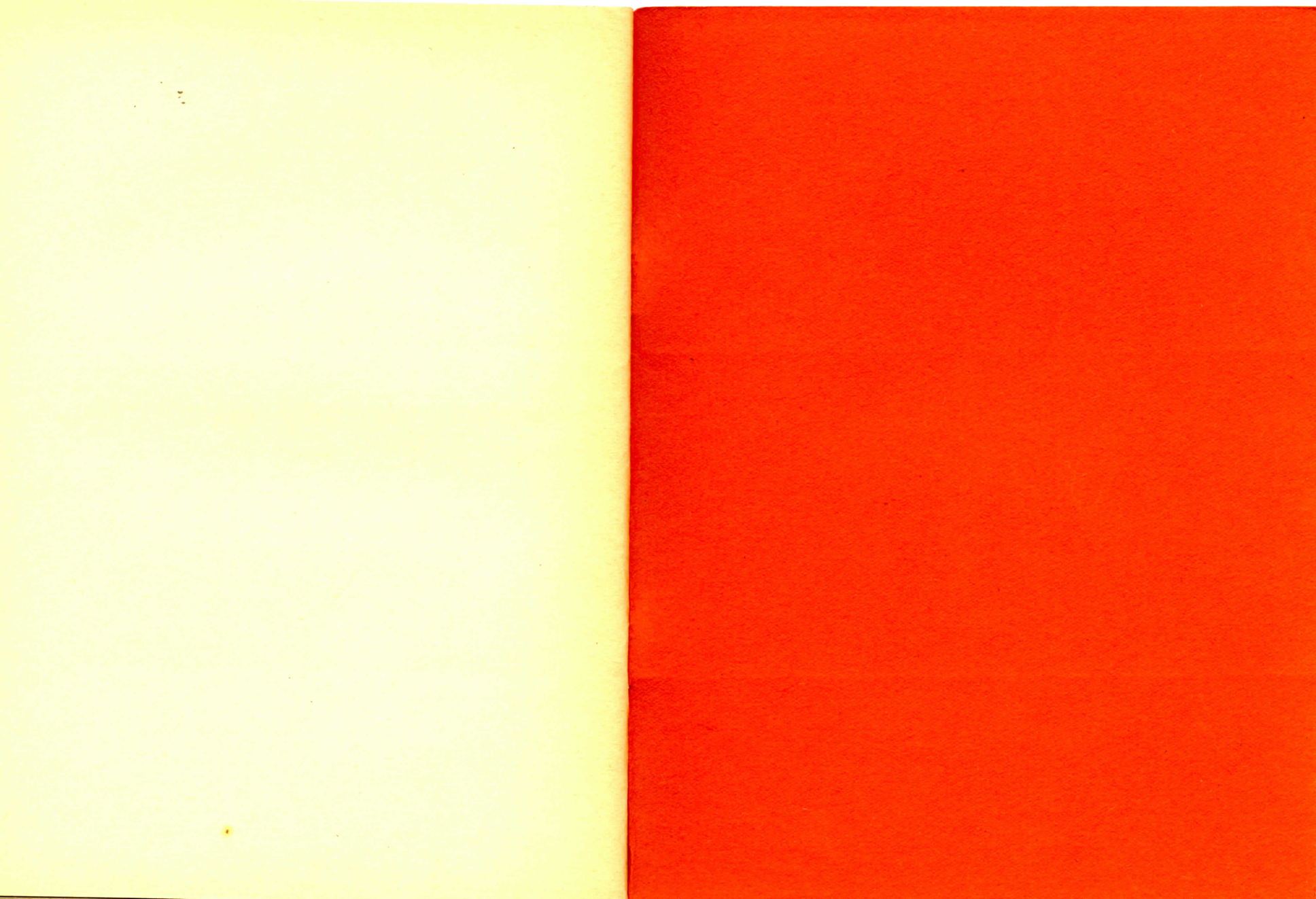
Nous le croyons.

Nous croyons aussi que les conclusions pratiques de nos propositions théoriques se dégagent aisément : La nécessité urgente et impérieuse de regrouper les forces saines et jeunes du socialisme sur la base que nous indiquons.

L'exécution de cette tâche ne dépend pas de nous seuls. Elle dépend de l'écho que nous rencontrerons. Mais autant nous refusons de nous satisfaire de créations artificielles et sans lendemain, autant nous sommes persuadés que seule la pratique de nos conceptions en un mouvement puissant, peut éviter l'écrasement du socialisme et mener à sa victoire.

C'est assez dire notre ardent désir de faire de ce manifeste un point de départ.

C'est pourquoi aussi, nous prions nos amis de se faire connaître sans retard, afin d'entrer ensemble dans le champ de l'action.



IMP. BOLYN
75, Rue Van Aa
BRUXELLES 1934